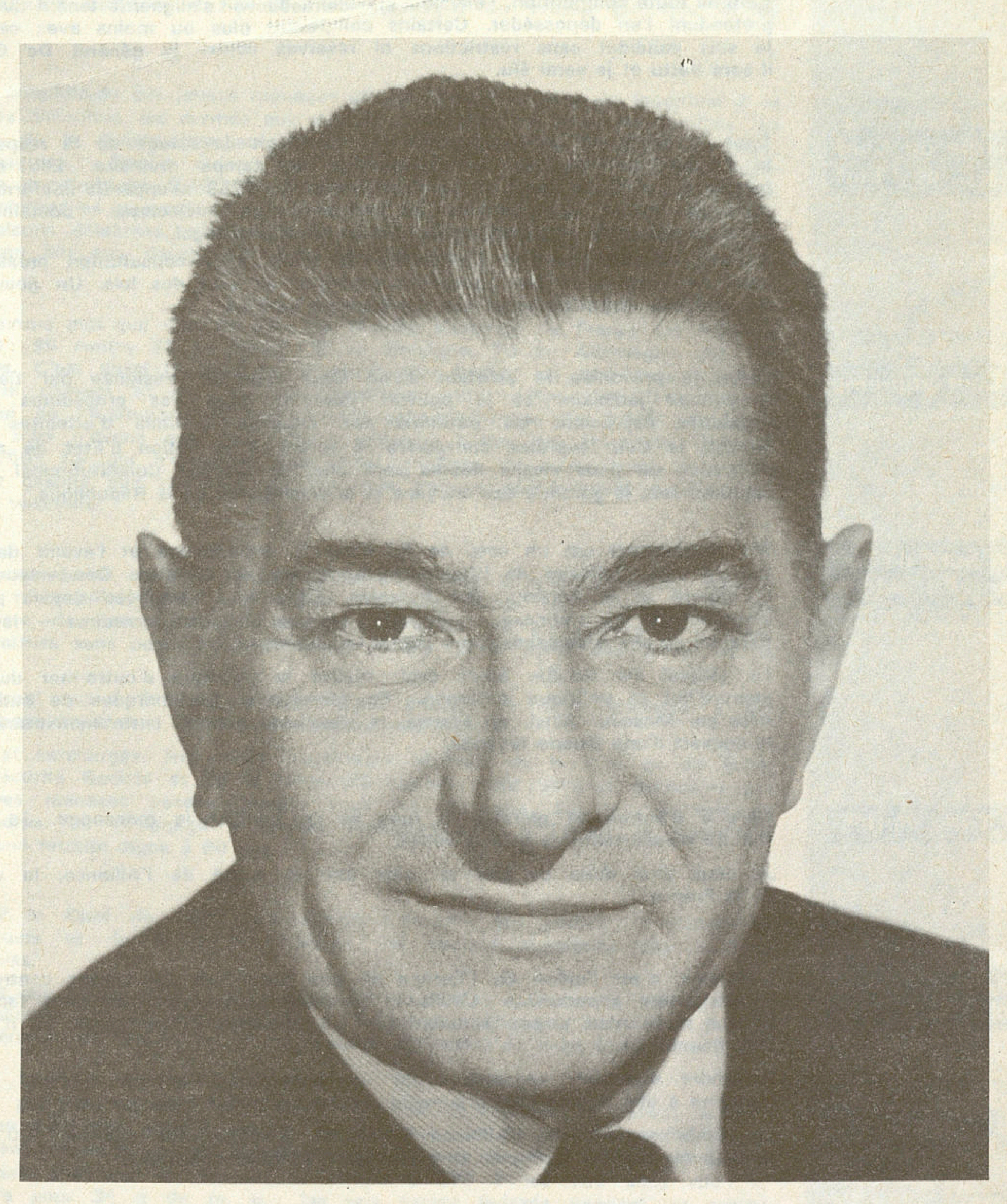
Jean-Louis
TIXIER - VIGNANCOUR



vous parle de la France

Une élection aux dimensions nouvelles

Mon propos n'est pas d'exposer un mélange savamment dosé de critiques acerbes et de remèdes miraculeux. Je crois moins aux propagandes qu'aux sentiments profonds. Le suffrage universel donne des dimensions nouvelles à l'élection du Président de la République. Il élève la souveraineté du peuple au-dessus des partis politiques : c'est l'homme qui compte et non plus l'étiquette.

Qui je suis...

J'ai 58 ans. Je suis issu d'une famille française qui compte, à ses origines, autant de paysans que de compagnons imprimeurs. Louis Vignancour, mon

grand-père, député des Basses-Pyrénées, fut des 353 qui, à l'appel de Léon Gambetta, fondèrent la République.

Avocat à la Cour de Paris en 1927 — j'avais 19 ans — je fus élu député d'Orthez en 1936 au siège de mon aïeul. Quiconque agit, quiconque surtout s'oppose, doit s'attendre aux reproches. J'en ai reçu ma large part. Nul, toutefois, ne m'a jamais accusé d'avoir sacrifié les principes à une ambition.

Comme toute compétition, l'élection présidentielle voit s'aligner le tenant du titre et celui — ou ceux — qui prétendent l'en déposséder. Certains composent plus ou moins avec ce tenant du titre. Pour moi, je suis candidat sans restrictions ni réserves contre le général De Gaulle. Si vous en décidez, il sera battu et je serai élu.

Le rôle du Chef de l'Etat

Dans le cadre de notre Constitution — il s'agit davantage de la respecter que de la réformer — la fonction présidentielle est d'arbitrage en temps ordinaire. Elle est d'autorité contrôlée aux heures du péril. Le texte de la Constitution de 1958 m'apparaît conforme aux principes républicains mais je déclare mon hostilité au maintien d'un quelconque "domaine réservé" où le Chef de l'État se comporte plutôt en maître absolu qu'en chef légal.

Je me refuserai donc à prononcer des choix sans consultation préalable du Parlement dont les deux Assemblées doivent également concourir au vote des lois. Un gouvernement doit être composé de ministres responsables et non d'exécutants serviles.

La Cour suprême

Enfin, je préconise la création d'une Cour suprême, désignée par tiers par le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Juge des procédures référendaires et des textes législatifs, appréciant les pétitions des citoyens victimes d'atteintes à leur liberté ou à leur dignité, la Cour suprême consacrera le retour à la notion d'Etat de droit opposée à celle d'Etat de police où nous vivons depuis sept ans. Le Conseil Constitutionnel est une caricature, la Cour suprême sera la garantie des citoyens et la sauvegarde de la République.

Un acte de foi dans l'Occident

Ma candidature est un acte de foi dans la permanence et l'avenir de notre Patrie au sein d'une Europe unie, solidaire de l'Occident humaniste et chrétien. Ces valeurs fondamentales garantissent la dignité et le bonheur des hommes. Elles sont attaquées depuis près d'un demi-siècle par le communisme qui s'annexe — en même temps que des territoires — le vocabulaire démocratique et national de ses adversaires, pour mieux les duper.

Le général De Gaulle, après avoir réalisé la politique d'outre-mer du parti communiste, applique aujourd'hui sa politique étrangère. En témoignent les marques de satisfaction qui lui sont décernées par Moscou. Ainsi, en France, le marxisme connait cette monstrueuse fortune de cheminer sous le couvert d'une illustre légende.

Trois vérités

Libre à d'autres de glorifier la ruse et de justifier le mensonge. Je professe que l'avenir et la victoire n'appartiennent qu'à la vérité.

Je vous dirai donc ce que je crois être la vérité de l'Alliance, la vérité de l'Europe, la vérité de la France.

L'Alliance, bouclier de la paix

L'Alliance, c'est l'union de l'Europe et des États-Unis d'Amérique contre le seul agresseur éventuel, l'impérialisme communiste. L'Alliance a seule les moyens de faire face et d'assurer la paix. La France seule n'en a pas actuellement les possibilités techniques et n'en aura jamais les possibilités financières.

Prétendre dissuader l'agresseur par un armement atomique national c'est exposer la population française à une riposte contre laquelle aucune protection n'est prévue.

Le rétablissement de l'Alliance permettra d'économiser environ 500 milliards d'anciens francs, après avoir rendu à la France sa place dans l'Alliance atlantique.

La vérité de l'Europe

C'est dans le cadre de l'Alliance rétablie qu'il convient de situer les problèmes européens. Le général De Gaulle méconnait les intérêts de la France et les conditions de son existence même en paralysant la construction de l'Europe. Il remet en cause les résultats acquis — liberté progressive de circulation des biens, baisse régulière des droits de douane, élévation du niveau de vie, augmentation des échanges commerciaux avec le reste du monde. Il mine l'avenir de l'agriculture française.

La vérité de la France

Depuis dix-huit mois, je parcours la France. J'ai parlé devant plusieurs centaines de milliers de Françaises et de Français, mais surtout j'ai vu nos villes, nos villages, nos écoles, nos routes et nos hôpitaux. J'ai vérifié combien la propagande officielle s'efforçait de nous tromper.

Le gouvernement utilise habilement et sous tous les prétextes les puissants moyens monopolisés par l'État. Mais la propagande, chacun le sait, est bien différente de la réalité.

Le Président sortant de la République vous a dit récemment que la France était à la tête du progrès technique et social. C'est faux, malheureusement. Grâce à la compétence de ses ouvriers et de ses paysans, à la valeur de ses cadres, à l'esprit d'entreprise de ses patrons, notre pays mériterait en effet de bénéficier pleinement des conquêtes modernes de la technique et de la science. Mais les résultats du travail national sont dilapidés au profit d'une politique de fausse grandeur et de prestige illusoire.

Le logement

Vous connaissez comme moi l'inquiétude des jeunes ménages qui ne peuvent trouver un logement à la mesure de leurs ressources, les difficultés, les drames que suscite cette situation dans les familles. La France est au dernier rang de la construction européenne. Il n'y a plus de problème du logement en Angleterre, en Belgique... Depuis quinze ans, l'Allemagne a construit 7.300.000 logements pendant que nous en construisions 3.100.000, à un prix supérieur des deux tiers à celui que paient nos voisins. Ces chiffres se passent de commentaires. Nous ne sommes en tête que pour le nombre de taudis, de maisons délabrées, aussi bien dans les campagnes que dans nos grandes villes. L'État gaulliste n'a pas fait son devoir. On vous trompe quand on vous dit le contraire.

La circulation

Automobilistes, vous savez comme moi que des six pays du Marché Commun, la France est celui où l'essence coûte le plus cher : 95 contre 87 en Italie, 76 en Belgique, 70 en Allemagne, 68 aux Pays-Bas, 65 au Luxembourg. C'est aussi le pays où la circulation devient un cauchemar sanglant faute d'autoroutes, d'ouvrages routiers et par manque d'entretien des routes secondaires. Notre territoire est double de celui de l'Allemagne Fédérale, mais celle-ci dispose de 3.300 kilomètres d'autoroutes alors que nous n'en n'avons que 350 ! Nous sommes battus par la petite Hollande (814 km) et par l'Italie (1.700). Ce qui n'empêche pas l'Etat gaulliste de s'approprier le produit de la vignette, primitivement destiné aux vieillards. Je me suis engagé publiquement à supprimer cet impôt antidémocratique et vexatoire.

Notre Jeunesse

Mères de famille, souvenez-vous de la dernière rentrée scolaire : locaux souvent vétustes, manque de places dans les écoles maternelles, dans les écoles primaires, dans les lycées, dans les Facultés ; insuffisance honteuse de l'enseignement technique ; pénurie de professeurs et d'instituteurs ; absurdité des programmes sans cesse bouleversés au dépens de la santé des élèves et de leur véritable formation.

Là encore, l'Etat gaulliste ment quand il vous dit qu'il s'est occupé de notre jeunesse à qui l'enseignement doit être largement dispensé si nous voulons assurer notre avenir.

Nos hôpitaux sont vétustes et surchargés. Nos vieux travailleurs souffrent de la faim et du froid. Les remboursements de la Sécurité Sociale et de la Mutualité agricole sont devenus dérisoires par la faute de l'Etat. De graves menaces pèsent, malgré tous les démentis, sur les régimes de retraites, dont celui des cadres. Je m'engage à mettre immédiatement à l'étude la possibilité pour les travailleurs d'obtenir une retraite digne à 60 ans.

La libre entreprise

Les technocrates choisis par le Chef de l'Etat ont décidé d'étouffer les petites et moyennes entreprises au profit des trusts et de la grande banque. Ils veulent supprimer des millions d'exploitations familiales agricoles.

Le dirigisme étatique conduit au communisme qui supprimera l'initiative personnelle des producteurs comme les droits syndicaux des salariés. Attaché à toutes les libertés, convaincu que le progrès social naît de la prospérité et de l'expansion, je refuse cette étatisation de notre économie.

L'agriculture

L'agriculture française est la première victime du régime, et nos cultivateurs le savent aujourd'hui. Ils paient chèrement leur confiance abusée. Je ne les bercerai pas de phrases creuses : leur problème est celui de prix rémunérateurs. Il est actuellement nécessaire de fixer le prix du blé à 47,5 F le quintal, toutes taxes déduites ; le prix de la viande à 370 F les 100 kilos vifs ; le prix du lait à 0,59 F le litre pour 34 g de m. g. ; les prix seront indexés pendant un temps suffisant pour permettre à l'agriculture française d'entrer à égalité dans le Marché Commun.

Contre le dirigisme étatique

Pourquoi ces retards, ces lacunes, ces insuffisances ? D'abord parce que l'Etat prélève une part trop importante du produit national, ce qui paralyse les investissements nécessaires à la modernisation de notre industrie. Ensuite parce qu'une partie excessive de ce budget est gaspillée en subventions à l'étranger et en dépenses militaires inutiles. Les centaines de milliards distribuées aux pays sous-développés sont pris à nos vieux travailleurs, à nos malades, à nos jeunes, à nos familles.

Le prélèvement de l'Etat sur l'économie française est passé de 35,4 % en 1958 à 41,2 %, alors qu'il est de 28 % aux Etats-Unis. Le taux de croissance de nos investissements privés est tombé de 12 % par an en 1962 à 3,4 % en 1964. Il est nul en 1965. La Bourse est stagnante et des

millions d'épargnants modestes ont vu leur capital diminuer de 50 % depuis 4 ans. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Mais le total des impôts aura presque doublé de 1958 à 1965.

Réduction possible des impôts

J'ai calculé qu'une politique étrangère et militaire raisonnable soulagerait assez le budget français pour permettre une diminution de 11 % de la totalité des impôts directs et indirects. Je m'engage à la réaliser. L'expérience a été faite avec succès aux Etats-Unis et en Allemagne Fédérale. J'en attends la relance de l'expansion, l'augmentation massive des investissements privés productifs, la libération des entreprises des abus d'un étatisme stérilisant.

La liberté et la classe ouvrière

Comment ne pas voir que l'élan rendu à la liberté d'entreprendre, exigence du caractère français, constitue la meilleure chance de la classe ouvrière ? Le marxisme a supprimé la liberté dans les pays où il règne, mais non la pénurie. C'est dans les nations fidèles aux doctrines de la liberté que la condition des travailleurs s'élève régulièrement. Trois chiffres : un mécanicien touche l'équivalent de 500 F par mois à Kharkov ; chez Renault, il reçoit 850 F, à qualification égale ; chez Ford (U.S.A.) il gagne 2.500 F. Dans quelle direction économique les ouvriers veulent-ils que la France s'engage, vers Kharkov, ou vers Ford ?

A l'instar des Etats-Unis et de l'Allemagne, je m'engage à assurer la promotion du monde du travail en appliquant les formules qui dans les pays modernes lui ont permis d'avoir une juste part dans la production et la répartition des richesses.

Une promesse non tenue

J'ai dit qu'une politique sociale généreuse et réaliste impliquerait une réduction importante de l'aide aux pays dits en voie de développement. Il y a trois ans, un homme était de cet avis qui affirmait : "L'entreprise qui a naguère consisté à assurer le gouvernement et l'existence des peuples colonisés est désormais périmée. Pour de multiples raisons, notre intérêt est de nous dégager de charges coûteuses et sans issue. La France n'engouffrant plus à fonds perdus non plus qu'ailleurs ses efforts et son argent." Cette promesse non tenue est signée Charles De Gaulle. Je m'engage à la réaliser à sa place. En alignant l'aide française sur celle des U.S.A., soit 400 milliards d'anciens francs, exclusivement réservés aux peuples d'outre-mer, à leur équipement et à leur promotion et non plus à leurs gouvernements dictatoriaux.

500 milliards pour l'équipement de la France

Les économies sur l'aide à l'étranger et sur la force nucléaire militaire représentent au total environ 1.500 milliards d'anciens francs. Compte tenu du dégrèvement fiscal prévu à 11 %, la différence, soit 500 milliards environ doit être intégralement consacrée à l'équipement technique et social de la France, en priorité au logement, aux établissements scolaires et aux routes.

Voilà ce que je voulais vous dire, simplement et honnêtement. Tout cela est vrai et personne ne peut le contester de bonne foi. Car la politique est un ensemble de choix qui se traduisent dans le budget. C'est parce que je choisis une autre politique que celle du général De Gaulle que je peux envisager un autre budget, social, tourné vers l'avenir, un budget au service du peuple de France.

L'union de tous les Français

Je me suis engagé dans cette bataille par amour de la vérité, de la justice, de la liberté. Mon seul vœu est de rétablir l'union de tous les Français, de panser les plaies des années tragiques, de faire l'amnistie, de réparer les dommages causés aux personnes et aux biens au long des sept années qui viennent de s'écouler.

Je m'adresse à l'ensemble des Français. A ceux qui ne partagent pas mes points de vue, je dis que si je suis élu, je leur garantis pleinement les droits qu'un libre citoyen attend de la République et qui furent si souvent violés par le régime que je combats sans équivoque et sans arrière-pensée.

Je suis un homme libre, je suis un des vôtres. Je viens à vous de tout mon cœur, avec mon expérience d'homme de métier, d'ancien combattant, de père de famille, de fils de notre vieille terre. J'appelle le peuple de France à témoigner de son espérance, à ranimer les certitudes de la foi retrouvée. Ma seule ambition est de vous défendre contre l'aventure, de servir avec vous loyalement, la patrie et la République.

Françaises et Français, je vous demande de m'envoyer vos suggestions, vos critiques, vos conseils... Ecrivez-moi : M. T.V., 19, boulevard de Sébastopol, Paris-1er.

Imp Commerciale d'Yvetot